

# L'action du Cercle des Économistes E-toile en 2016

Posté le : 29 janvier 2016 11:24 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Actualité chaude, Attitudes, Economie et politique

Les premiers intervenants de ce qui allait devenir le Cercle des économistes e-toile, ont commencé à s'exprimer avec l'arrivée des forums en 1997. Ils se sont rencontrés autour de quelques débats phares du moment et se sont trouvés d'accord sur les réponses :

- Que penser de la pétition des 1xx économistes en faveur des 35 heures ? *Le plus grand mal.*
- Comment s'explique la crise argentine ? *Une nouvelle crise des changes flottants*
- Pourquoi le délire de création monétaire ne se traduit pas dans les prix ? *L'ouverture à la Chine et aux ex-pays de l'est ne permet pas d'augmenter les prix. Tout va dans l'immobilier et dans les bourses.*
- Maurice Allais a-t-il raison d'annoncer une crise de 1929 renouvelée ? *Oui. Mais elle n'a pas lieu maintenant. La grande crise viendra lors du futur épisode dur des crises décennales soit en 2009-2010*
- Est-il vrai que la fin du travail est écrite dans le marbre des innovations techniques ? *Non. Rifkin et son préfacier Rocard ont tort. Le monde créera d'ailleurs aussitôt plusieurs centaines de millions d'emplois.*
- Les marchés financiers sont-ils réellement le vecteur de la bonne régulation des politiques économiques ? *Non. Ils sont tenus par quelques grands intervenants et la spéculation amplifie tous les déséquilibres.*
- Pourquoi le Japon sombre-t-il ? *L'effondrement du dollar a ruiné l'épargne accumulée en dollar au moment des grands excédents.*
- Existe-t-il une nouvelle économie dont les crises périodiques seraient définitivement bannies ? *Sottise. Ce ne sont pas les stocks qui font les crises, contrairement aux facilités du cours de Samuelson mais les crédits bancaires en excès.*
- L'Euro présente-t-il un danger et lequel ? *Oui. On ne sait pas gérer les désajustements de productivité autrement que par la déflation. L'Euro stimule le laxisme. le cocktail est explosif. Un système de monnaie unique est contradictoire avec un système global de monnaies flottantes.*
- Vivra-t-on le bug de l'an 2000. *Non. C'est de la foutaise. Réécrire des fichiers du fait de changement de formats de données est la base de la programmation évolutive.*
- L'abandon des disciplines de balances de paiement notamment par la Chine et les Etats-Unis est-il bénéfique pour la prospérité ? *Non. Les déficits sont recyclés et font monter le taux des dettes globales.*
- L'abandon de toutes restrictions bancaires annonce-t-il un monde meilleur ? *Non. L'excès de crédit crée un excès de dépôts et réciproquement. Sans contrôle on va vers le n'importe quoi généralisé.*

- L'étouffement de type marxiste et trotskiste des relations entre patrons et ouvriers, propriétaires et locataires, clients et entreprises, mène-t-il à un mieux ? *Ces cadenas portent en eux l'étouffement de l'économie tout entière.*
- La décentralisation et le gonflement des effectifs régionaux sont-ils une bonne chose ? *Une catastrophe. Il y a création nette d'emplois sans productivité..*
- À quoi tient le gonflement indéfini de la dette globale ? *Aux excédents et aux déficits monstrueux de certains pays qui impliquent recyclage monétaire permanent et un gonflement absurde des crédits.*
- La crise de 98 est-elle "la crise des pays émergents" ? *Non une crise du dollar flottant.*

Sur toutes ces questions nous avons remis en cause les explications dominantes qui nous paraissaient totalement fausses. Quand on en trouvait. Les analyses que nous jugions les plus intéressantes étaient en général TOTALEMENT absentes des médias.

Quand on se penche à nouveau sur ces analyses de 1997 à 2000, il nous semble qu'elles ont toutes été validées par les faits. La suite a levé les doutes possibles sur leur pertinence.

On voit cette semaine même la question des 35 heures rebondir alors que les méfaits de la mesure ne sont même plus en discussion depuis l'effondrement relatif des échanges entre Allemagne et France depuis 2000.

L'étouffement trotskiste des relations sociales est également remis à l'ordre du jour du fait de ces méfaits. Mais les sottises de même inspiration de Mme Duflot dans le logement ne datent pas de très longtemps. Certains vivent encore sur l'idée qu'il faut tuer le renard libre dans le poulailler bunkerisé.

Personne dans les partis de droite et de gauche ne remet en cause de façon concrète le système monétaire international ni les mécanismes dépressionnistes de la zone euro.

On voit reflourir toutes les théories absurdes sur la fin du travail, à peu près aussi intelligentes que les théories récentes sur le pétrole à \$600 le baril.

Bref le caractère manifeste des faits et de leur explication n'a qu'une influence modeste sur les esprits, tant est forte la prégnance des habitudes, des idéologies et des intérêts. Et de l'ignorance.

À partir de 2006, la montée vers la grande récession mondiale, l'étouffement de la France par le "ni ni", et le dérèglement progressif de la zone euro, après l'échec du référendum constitutionnel, offraient des axes nouveaux d'analyse, surtout dans la perspective des élections présidentielles de 2007.

Pour la première fois nous sommes intervenus directement auprès des candidats par écrit ou par lettre ouverte.

Nous paraissait dément le fait que la grosse crise arrivait sans que personne ne semble s'en rendre compte. Nous ne nous sommes pas beaucoup préoccupés du programme de Mme Royal, tant cette candidature était vouée à l'échec dès le départ. Le terrible affaiblissement du pays du fait de la politique DSK-Jospin nous paraissait de toute façon exclure une option socialiste à ce moment.

Le dépouillement du programme Bayrou montrait une vacuité étonnante. Sur tous les sujets, la réponse était la même : ils sont nuls ; quand ce sera nous, on saura faire parce que nous sommes les bons. Faire quoi ? Mystère. Le retour de la proportionnelle dans un régime présidentiel devait permettre à lui tout seul de mettre les meilleurs au boulot de façon unie et tout irait bien. Ce faux programme reste le leitmotiv de cette mini-mouvance.

Le programme de "rupture" de Nicolas Sarkozy était, lui, grevé d'une illusion dramatique : il ne prévoyait pas la récession qui allait gâcher la fête et les belles paroles annonçant une hausse phénoménale de la prospérité grâce à la libération des énergies. Nous l'avons, lui et ses équipes, lourdement averti de cette illusion dangereuse. Sans réponse, nous avons publié une lettre ouverte. Des fractions de ce texte ont longtemps été disponibles sur le forum du Monde. Absolument personne ne voulait voir venir la crise et personne n'envisageait qu'elle puisse avoir la moindre ampleur. La rupture annoncée par Sarkozy n'a jamais eu lieu, Sarkozy préférant préparer sa réélection plutôt que d'appliquer un réel programme de redressement. Une suite continuelle de demi-mesures, avec autant de concessions à la gauche pour se ménager un exercice électoral au centre la fois suivante, ne fait pas une politique. Surtout quand tout s'effondre et qu'il faut se précipiter les mains vides dans les jupes de Mme Merkel.

L'expérience était intéressante du fait de l'inconscience, générale initiale et aussi du détournement des institutions par des candidats en fait peu dignes de la fonction. La jouissance personnelle et l'absence à peu près totale de souci des mesures efficaces et des diagnostics utiles sont les deux mamelles de la présidence de 5 ans.

Nous avons ouvert ce blog parce que les forums disparaissaient, et surtout leurs archives. Ce qui ne permettait plus de mettre avec soi les analyses passées et leur débouché ultérieur. Il est important d'annoncer des conséquences et de vérifier si elles sont bien celles prévues. Pour simplement faire avancer la pertinence et évidemment pas la gloriole d'avoir eu raison avant les autres.

Les 450 articles publiés de 2008 à 2012, n'ont eu pour but que d'annoncer la crise et de l'expliquer tout en jugeant les politiques menées pour sortir de la récession. À chaque fois que nous avons annoncé en détail les conséquences le plus souvent mauvaises de mesures prises sans rapport avec un bon diagnostic de la situation, elles ont été confirmées par les faits ultérieurs.

Et nous sommes arrivés aux élections présidentielles de 2012. Elles ont été un exercice politique assez abject. Non, le mot n'est pas trop fort. Nous l'avons dénoncé violemment la dérive en son temps. Elles ne préparaient rien de bon et nous eûmes le pire. Comme Sarkozy, Hollande n'a dirigé qu'en fonction d'une stratégie de jouissance personnelle et de réélection sans aucun intérêt pour le pays.

Les élections actuelles ont un nouvel intérêt, tant on a touché le fond. Le monde des changes en folie avec des récessions partout alors qu'on devait connaître une formidable croissance ; une Europe de l'Euro étouffée par la liberté absolue des mouvements de personnes et incapables de contrôler la liberté totale de mouvements de capitaux. Une France totalement encastrée dans le chômage, la dépense publique, les impôts et la dette, incapable de la moindre réforme, sauf dans les mots.

Les médias s'intéressent uniquement aux chances de l'actuel et de l'ancien président, alors que leur réélection n'aurait aucun sens national. Ils ont tellement fait l'inverse de ce qu'ils avaient dit que tous les autres jurent de tenir leurs engagements, même les plus durs qui supposent des affrontements durs avec des maîtres chanteurs embossés depuis longtemps dans la République. En vérité aucune vraie direction ne se dégage. Parce qu'un langage de vérité est un obstacle majeur à l'élection.

Oui, il va falloir revenir sur la gratuité totale du petit risque, un gaspillage phénoménal. Qui en parle ? Personne. Si on ne le fait pas la possibilité de contenir la dépense par le simple rationnement de l'offre sera la mort de la médecine.

Oui, il va falloir revenir sur le statut des fonctionnaires hors catégorie A. Tous les professionnels doivent devenir des contractuels. Qui le dit ?

Oui, il va falloir réduire le champ d'action de l'action publique. Qui dit où l'Etat cessera d'intervenir

et comment ?

Oui, il va falloir fixer un système unifié d'aides provisoires, diversifiées mais plafonnées pour les personnes en difficulté. Afin d'éviter les cumuls d'aides enchevêtrées et leur conservation ad vitam aeternam une fois obtenues. Guichet unique et panoplie d'aides temporaires, avec une distribution sous contrôle direct des élus régionaux et publicité des aides. On ne parle que d'un revenu garanti d'existence ouvert au monde entier !

Oui, il va falloir mettre en place un système d'aide aux personnes licenciées qui ne soient pas une véritable incitation à se mettre au chômage. Le licenciement négocié actuel signifie que l'Etat assume la conséquence du choix volontaire du salarié et de son entreprise de le faire cracher au bassinet. Avec trois ans de subventions et un an d'indemnité, cela fait quatre ans sans travailler et sans pertes de revenus. Franchement, est-ce raisonnable de ne pas exercer son droit au chômage ?

Oui, il va falloir toucher au GVT pour les fonctionnaires. Plus de glissement automatique des salaires mais des mesures individuelles, comme partout dans le privé. Aie !

Oui, il va falloir liquider des abus flagrants : intermittents au statut fou, EDF GDF, contrôleurs aériens, régimes spéciaux de retraite, dockers, ouvriers du livre. Qui en a envie, vraiment, sur chacune des cases de l'échiquier politique ?

Oui, il va falloir changer le statut de la haute fonction publique pour que la retraite soit comptée prorata temporis et non plus comme élément de statut. Qui le propose ?

Oui il va falloir interdire à la fonction publique de se faire élire dans des assemblées qui gèrent leur rémunération et conditions de travail. Qui l'annonce ?

Oui il va falloir interdire les cumuls de rémunération dans le secteur public. Qui en parle ?

Etc.

Sans une vision globale des problèmes qui nous accablent, impossible de faire autre chose que de lister des mesures impopulaires que l'on se sait incapable de mettre en œuvre.

Et que faire de la dette ? Là c'est le grand silence. Elle n'est tenable que si les taux d'intérêt sont négatifs comme actuellement. Donc nous dépendons des autres. Quelle est notre politique économique internationale ? Elle n'est définie nulle part, par personne.

On espère simplement que Draghi voudra bien continuer.

Quelles réformes de la zone Euro ? Silence. Quelles réformes du système monétaire international ? Silence.

L'observateur voit arriver la crise décennale "molle" qui suit les récessions dures. Elle mérite d'être annoncée et comprise. L'idée même que ce genre de chose existe semble totalement étrangère aux instituts de conjoncture qui tremblent devant les "cygnes noirs" et ne voit pas le rythme régulier des marées économiques.

Les questions internationales de fond seront éliminées du match des prétendants, comme il l'est généralement des médias qui mettent surtout en valeur les émotions provoquées par tels ou tels événements, sans jamais les expliquer. On croit décrypter alors qu'on glose.

Alors oui nous cherchons à influencer le débat présidentiel, dans sa composante économique. Non, nous ne croyons pas à une alternative "de gauche". On ne peut pas "perfectionner le socialisme" sur fond de diminution du revenu par tête de longue durée et d'affaiblissement de la natalité. Sinon on enfonce un peu plus le pays dans une situation inextricable. Nous ne croyons pas non plus à une

alternative de droite qui serait simplement une potion à faire ingurgiter aux pauvres, aux fonctionnaires et aux étrangers.

Il faut une vraie politique économique et sociale, complète, qui dit les causes des difficultés, les remèdes que l'on cherche à apporter, la méthode que l'on va suivre, le bénéfice que l'on espère en tirer, dont le premier est de retrouver une parole crédible en Europe et dans le monde pour faire bouger les gouvernances qui doivent changer.

Il serait totalement faux de croire qu'une politique de redressement tenace et sévère soit si dure que cela à supporter. Travailler 40 heures avec 5 semaines de congés payés n'a rien d'indécent. Supprimer tous les systèmes abusifs pour revenir à la norme est de simple justice. Avoir une aide temporaire, plafonnée et dégressive en cas de perte d'emplois ou de difficulté sociale temporaire a été de règle en France et l'est partout ailleurs. Faire en sorte qu'un Inspecteur des finances ne touche pas une retraite pleine en revenant au bercail cinq jours avant son départ en retraite même s'il n'a travaillé que quelques années dans son poste, ne provoquera aucun drame. économique. Payer une partie des soins pour les rhumes et maladies légères est à la portée des citoyens d'un pays aussi riche que la France. Renoncer à un remboursement à 100 % du petit risque n'a rien d'antisocial quitte à traiter par exceptions les cas particuliers. Supprimer des pans entiers d'actions publiques dévoyées, comme les Frac, n'a aucune importance nationale. Fiscaliser le revenu du directeur du FMI et des agents expatriés ne serait que justice. Etc.

En jouant sur les mesures de fond et les mesures temporaires il est parfaitement possible de revenir à une situation d'excédent budgétaire primaire. Certes on ne fera baisser l'endettement public que très lentement. Mais la direction sera bonne.

Les expériences étrangères montrent que pratiquement tout le monde a été capable de revenir autour de 5 à 6 % de taux de chômage. On peut le faire sans grande difficulté technique.

En revanche on a besoin des autres pour éviter encore une crise financière dure, encore une déstabilisation de tous les marchés financiers, encore une guerre des changes. Il est impératif d'imposer que les pays excédentaires, soit résorbent leurs excédents volontairement, soit paient une taxe de péréquation sur leurs ventes déséquilibrées à l'étranger.

Il faut être clair : les Allemands doivent payer une taxe européenne à la zone Euro de 10 % à 50 % sur leurs excédents vis-à-vis des autres pays de la zone Euro. Ces sommes serviront au désendettement global. De même il faut interdire aux pays pétroliers excédentaires les opérations en capital chez nous. ils doivent équilibrer leurs recettes avec des achats de produits et de services. Pas en réemployant les sommes pour acheter notre patrimoine. C'est vrai aussi de la Chine.

Si ces actions peuvent être mises en place de façon concertée en commençant par la zone Euro, nous pouvons retrouver une phase de croissance longue. De 45 à 71 nous sommes passés d'un endettement de 400 % à 75-100 % en moyenne en Europe. Le chemin est donc déjà connu. Il suffit de suivre la piste.

Comme nous ne cessons de le répéter, nous ne croyons pas à la notion de "monde nouveau" auquel il faudrait nécessairement s'adapter, pas plus que nous croyons à la catastrophe imminente qui doit mettre fin à "l'anthropocène" dans les dix ans. Nous croyons à un environnement économique malade du fait de mauvaises structures et de mauvaises pratiques. Quand Nicolas Baverez affirme que les Français "doivent rompre avec le déni et présenter des projets ambitieux placés sous le signe de la thérapie de chox", il a raison. Quand il ajoute : "seule à même de remettre la France en mouvement , non pour une chimérique remontée du temps vers le rêve des trente glorieuses, mais afin d'épouser la marche du XXIe siècle" , il tue son discours. Supposer que les Trente Glorieuses ont été une exception et sont désormais chimériques montre qu'on en a pas compris les ressorts. Annoncer qu'il faut s'adapter à un monde qui sera nécessairement glauque tue tout espoir. Ajoutons

qu'il est regrettable que Le Point ait cru bon de confier à Valérie Giscard le soin de faire la leçon aux candidats. On a déjà listé ici la somme invraisemblable d'erreurs qu'il a faites pendant son septennat dont la pire est d'avoir signé les accords de la Jamaïque. C'est gentil de constater que l'Éducation nationale est par terre. Mais qui a fait la réforme Haby ? Que la France est surfiscalisée. Mais qui a commencé ? Un homme qui n'a jamais connu le travail privé nous recommande de lire un livre de haut fonctionnaire, Jean Serisé, auteur de la "serisette", bien oubliée aujourd'hui, qui était le prototype même du délire bureaucratique. De qui se moque-t-on ?

Si nous rappelons que le système des changes fixes et ajustables, accompagnés de diverses mesures d'aides et de coopérations, a permis de mettre en place la sécurité sociale en Europe, malgré mille défauts et insuffisances, ce n'est pas par nostalgie du passé. Une bonne gouvernance dans de bonnes structures est la clé d'une société qui progresse socialement, ce qui est le but principal.

Cette nouvelle organisation ne sera pas l'organisation passée qui a disparu pour de bonnes raisons. Il faut créer un cadre de prospérité internationale sur des bases qui tiennent compte non pas d'une "mutation" de l'ordre des choses venant d'on ne sait où et qui nous serait tombé dessus sans que nous l'ayons vraiment voulu, mais de ce que l'on veut obtenir en s'appuyant sur des mécanismes bien connus. Des dysfonctionnements existent qui sont parfaitement compréhensibles et que l'on peut corriger.

Le "roman" politique construit autour du "changement", mais sans le risque, grâce à l'élection d'intelligents modernistes qui seraient capables de dompter les mutations, est une fantaisie de communicants ou un rêve de technocrate ivre de lui-même.

Bien sûr, l'économie n'est pas toute la politique. Notre pays être choisi comme ennemi à notre corps défendant par des puissances qui nous imposent des combats dont on se serait passé. La défense du corps social contre les agressions internes ou externes de toute nature est l'essence même du politique. Une politique de paix est nécessaire pour que l'économie prospère. La prospérité n'est pas garantie par la paix. Elle doit se construire. Dans un monde que l'on a voulu interconnecté, elle se construit à plusieurs. L'action publique doit donc associer aux efforts d'efficacité interne une diplomatie de la prospérité.

Définir les voies et moyens de cette diplomatie de la prospérité est un des thèmes qui sera récurrent sur ce blog pendant l'année 2016. Car c'est là où le vide intellectuel du débat public est le plus abyssal.

Cercle des économistes e-toile.